



Vaucluse

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
 CONSEIL MUNICIPAL DU 12 AVRIL 2018
 DELIBERATION N° : 2018.02.02**

OBJET : CCPRO – MODIFICATION DES STATUTS

NOMENCLATURE : 5 – Institutions et vie politique / 5.7 – Intercommunalité / 5.7.1 – Création, modifications des statuts, dissolution

Date de convocation : 5 Avril 2018
Membres en exercice : 27
Membres présents : 20
Représentés : 06
Non représenté : 01

Le Maire certifie le caractère exécutoire de la présente délibération,

L'an deux mil dix-huit, le DOUZE AVRIL à 19 h 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est assemblé en nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Louis BISCARRAT, Maire.

Etaient présents : L.BISCARRAT – Maire / J.C. AILLOT – C.MAFFRE – G.CLEMENSON – A.DEL BASSO – F.PANZA – M.QUESTA – Adjoint / M.CHRETIEN – G.RATAJEZAK – H.FAURE – C.ORTIZ – L.CHAVANY – P.RELING – PR.MARTIN – S.CAPPEAU-FREJABUE – T.VERMEILLE – L.BUFFA – S.TRIBOLET – P.BELMONTET – P.VERGER – Conseillers municipaux

Excusés représentés : GA.FLEURY par L.BISCARRAT / A.SCIACQUA-LERIDON par F.PANZA / S.MOLINET-LECLAIRE par PR.MARTIN / A.PERIN par J.C.AILLOT / MC.FOLIO par T.VERMEILLE / S.VANDEVOORDE par P.BELMONTET

Non représenté : E.CRETIN-RAFFET

Secrétaire de séance : Hervé FAURE

Secrétaire de séance adjointe : Magalie LEFER – Directrice Générale des Services ne participant pas aux débats

Par délibération du 26 Janvier 2018, le Conseil de Communauté a approuvé la modification de ses statuts, rendue nécessaire suite à la nouvelle compétence obligatoire de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) ainsi que l'intégralité de la compétence éclairage public.

Cette modification a pour objet de prendre en compte les évolutions sur les compétences locales de l'eau liées aux réformes territoriales issues de la loi MAPTAM et de la loi NOTRE ainsi que les évolutions statutaires du Syndicat d'électrification de Vaucluse permettant à la CCPRO de reprendre l'intégralité de la compétence éclairage public.

En application des articles L 5211-17, 5211-5 et 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal d'approuver la présente modification des statuts de la CCPRO.

Le Conseil Municipal,

ENTENDU l'exposé et le rapport présentés par Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil de Communauté n° 2018.001 en date du 26 Janvier 2018 portant approbation de la modification des statuts de la CCPRO,

B. 2018 -

Envoyé en préfecture le 16/04/2018
Reçu en préfecture le 16/04/2018
Affiché le **18 AVR. 2018**
ID : 084-218400562-20180412-2018_02_02-DE

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU
12 AVRIL 2018** N° : 2018.02.02

VU le projet de statuts,
Après en avoir délibéré,

Par 19 voix pour, 7 abstentions (T.VERMEILLE – MC.FOLIO – L.BUFFA – S.TRIBOLET – P.BELMONTET – S.VANDEVOORDE – P.VERGER) :

- 1° - DESAPPROUVE** la modification des statuts de la Communauté de Communes des Pays de Rhône et Ouvèze conformément au projet ci-annexé.
- 2° - CHARGE** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le jour, mois et an ci-dessus,
Ont signé les membres présents,
Pour extrait conforme le 13 avril 2018,

Le Maire,
Louis BISCARRAT



NOTIFICATION : le 18 / 04 / 2018 à :

- *Aff générales* → *domier*
→ *CCPR*

M. 2018 -

Envoyé en préfecture le 16/04/2018
Reçu en préfecture le 16/04/2018
Affiché le 18 AVR. 2018
ID : 084-218400562-20180412-2018_02_02-DE

**ANNEXE A LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2018.02.02 DU 12 AVRIL 2018**

Page 1



voix pour être renvoyé
à la DC n° 20180202

**STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS REUNI D'ORANGE**

ARTICLE 1er : COMPOSITION

Il est formé entre les Communes de CADEROUSSE, CHATEAUNEUF DU PAPE, COURTHEZON, JONQUIERES, et ORANGE qui adhèrent aux présents statuts, une communauté de communes, soumise aux dispositions des articles L. 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui prend la dénomination de **Communauté de Communes du Pays réuni d'Orange** (ci-après dénommée « *Communauté de Communes* »).

ARTICLE 2 : SIEGE

Le siège de la Communauté de communes est fixé à ORANGE (84102), 307 Avenue de l'Arc de Triomphe.

ARTICLE 3 : OBJET

La Communauté de Communes a pour objet d'associer les communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun et cohérent de développement territorial et d'aménagement de l'espace.

ARTICLE 4 : DUREE

La Communauté de communes est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 : LE REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur précise les règles propres de fonctionnement de la Communauté de Communes, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil communautaire

Ce règlement est valable pour toute la durée de la mandature et devra être renouvelé dans les 6 mois suivant le renouvellement de la composition des instances communautaires.

Ce règlement peut faire l'objet pendant la durée de la mandature de modifications adoptées dans les mêmes conditions que celles prévalant à son approbation.

ARTICLE 6 : DEFINITION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE

REÇU EN PREFECTURE
le 31/01/2018
Apprécié dans les termes de la loi n° 2015-1718 du 29 décembre 2015 relative à la simplification administrative

**ANNEXE A LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2018.02.02 DU 12 AVRIL 2018**

Page 2

Lorsque l'exercice des compétences obligatoires et optionnelles est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé par le Conseil Communautaire dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 7 : COMPETENCES

En application du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement de son article L 5214-16, la Communauté de Communes exerce en lieu et place de ses Communes membres les compétences suivantes :

7.1 Les compétences obligatoires

- a) L'aménagement de l'espace :
 - Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
 - Schéma de cohérence territoriale

- b) Le développement économique :
 - Actions de développement économique déclarées d'intérêt communautaire
 - Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire de l'ensemble du périmètre de la Communauté de Communes
 - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
 - Promotion du tourisme

- c) La Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement :
 - L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
 - L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
 - La défense contre les inondations et contre la mer ;
 - La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

- d) L'Aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage situées sur le territoire.

- e) La Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés, conformément au règlement de service adopté par le conseil communautaire.

7.2 Les compétences optionnelles

- a) La protection et mise en valeur de l'environnement, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire

- b) La politique du logement et du cadre de vie pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire

**ANNEXE A LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2018.02.02 DU 12 AVRIL 2018**

Page 3

- c) La création, l'aménagement et l'entretien de la voirie d'intérêt communautaire dans les conditions prévues par le règlement

7.3 Les compétences facultatives

La Communauté de Communes exerce également les compétences suivantes :

- a) Le Service public d'assainissement non collectif (SPANC).
- b) La gestion des eaux pluviales urbaines
- c) L'Eclairage Public et la signalétique tricolore
- d) La prévision, prévention, information et sensibilisation de la population vis-à-vis des risques majeurs
- e) L'Observatoire du Territoire et Système d'Information Géographique (SIG)

ARTICLE 8 : EXERCICE DES COMPETENCES TRANSFEREES

Il appartient à l'exécutif de la Communauté de Communes de déterminer, sous forme de délibération, les modalités d'exercice des compétences transférées.

Ces dernières peuvent notamment être conduites en propre par la Communauté ; déléguées ou transférées à un Syndicat Mixte ou un Etablissement Public.

ARTICLE 9 : AUTRES MODES D'INTERVENTION

➤ Prestations de services

Outre l'exercice de ses compétences statutaires, la Communauté de Communes, peut dans le cadre des dispositions de l'article L5211-56 du Code général des Collectivités Territoriale et des règles de la commande publique, réaliser des prestations de services pour le compte de ses communes membres, de collectivités extérieures, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, dès lors que ces prestations présentent un lien avec les dites compétences statutaires et qu'elles ont été validées par le Conseil Communautaire.

➤ Mise à disposition

Conformément aux dispositions de l'article L5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, les services de la CCPRO peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses Communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. De la même manière, les services des Communes membres peuvent être en tout ou partie mis à disposition de la Communauté de communes pour l'exercice des compétences de cette dernière, lorsque cette mise à disposition représente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

**ANNEXE A LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2018.02.02 DU 12 AVRIL 2018** **Page 4**

➤ Maîtrise d'ouvrage déléguée

La Communauté de Communes pourra le cas échéant, à la demande de ses communes membres ou de collectivités publiques extérieures et pour des opérations présentant un lien avec ses compétences statutaires, intervenir en tant que maître d'ouvrage public déléguée selon les dispositions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 : FISCALITE CHOISIE

La Communauté de communes adopte la fiscalité professionnelle unique (FPU).

ARTICLE 11 : LES RECETTES PERCUES

Les recettes de la Communauté de Communes comprennent :

- Les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 quinquies C et, le cas échéant, à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;
- le revenu des biens meubles ou immeubles qui constituent son patrimoine ;
- les sommes qu'elle perçoit des administrations publiques, des associations ou des particuliers en rémunération du service rendu ;
- de toutes subventions provenant de l'Etat, de la Région, du Département, des communes ou autres personnes publiques ;
- les produits résultant d'un accord conventionnel
- le produit des dons et legs ;
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- le produit des emprunts.

ARTICLE 12 : LES DEPENSES

Les dépenses de la Communauté de Communes comprennent :

- les dépenses de tous les services confiés à la communauté, au titre des compétences de droit, optionnelles ou facultatives ;
- les dépenses relatives aux services propres de la communauté.

ARTICLE 13 : LE RECEVEUR

Le receveur est celui de la Commune siège.

REÇU EN PREFECTURE
le 31/01/2018
Application agréée E-legalite.com

99_DE-084-248400236-20180130-DCC2018001-